



Budget 2026 : la fin ne justifie pas les moyens

Depuis plusieurs semaines, le spectacle offert par le bloc central et Les Républicains est affligeant : démission, retour en grâce, participation sans soutien, soutien sans participation, rupture dans la continuité... Et quelle surprise de voir le Parti socialiste y participer, de son plein gré !

Pour moi, la censure était la seule solution possible. Les débats actuels sur le projet de loi de finances (PLF) et le projet de loi de la sécurité sociale (PLFSS) en sont la preuve. Ce n'est pas une promesse de Sébastien Lecornu sur la suspension de la réforme des retraites qui doit faire oublier tout le reste.

Le PLF 2026 rédigé par le gouvernement prévoit entre autres : de geler le barème de l'impôt sur le revenu (qui ne sera plus indexé sur l'inflation) ; de supprimer la réduction d'impôt pour les frais de scolarité dans le secondaire et le supérieur ; de supprimer l'exemption d'impôt sur les indemnités journalières pour les maladies de longue durée. **Des "économies" qui se font donc sur le dos des étudiant·es, des travailleuse·s et des personnes souffrant d'une longue maladie.** Comment la gauche pourrait-elle accepter cela, quand bien même la suspension de la réforme des retraites serait effective ?

D'autant plus quand la minorité présidentielle, soutenue par la droite, refuse toujours la taxe Zucman qui a pourtant été adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée nationale le 12 juin dernier. **Comment peut-on encore demander à la grande majorité de la population de se serrer la ceinture quand on refuse toujours de toucher au patrimoine des plus riches ?**

Alors non, la fin du débat budgétaire - et son adoption éventuelle - ne justifie pas les moyens aujourd'hui utilisés pour y parvenir. La volonté de voter un budget à tout prix ne doit pas se faire aux dépens de nos valeurs et de nos combats pour la justice sociale et climatique. **Ce serait insulter notre avenir.**

Mathilde Ollivier

Sénatrice des Françaises et Français de l'étranger. Vice-présidente de la commission des affaires européennes. Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

FRANÇAISES ET FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

43e session de l'Assemblée des Françaises et Français de l'étranger

J'étais présente à la 43e session de l'AFE afin d'écouter, d'échanger avec les conseillères et conseillers des Français·es de l'étranger, et relayer leurs priorités au Sénat.

Je suis intervenue en Commission de la Sécurité, aux côtés de l'association Seastemik afin de présenter les principaux enjeux de la protection des océans et des ressources marines.

Nous sommes également allés soutenir l'association "Un banc pour Gaza" devant le Quai d'Orsay, avant d'interpeller le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, au sujet des évacuations des lauréats du programme PAUSE et de leurs familles de Gaza, comme nous le réclamons depuis plusieurs mois, avec de nombreux élu·es locaux et nationaux.

Bravo aux élu·es de l'AFE pour le travail précieux réalisé au sein de l'Assemblée session après session.

[Lire mon compte-rendu sur LinkedIn](#)



Assises de la protection sociale : bilan de nos propositions

Les Assises de la protection sociale ont permis de transformer les combats des Écologistes en propositions transpartisanes largement soutenues par les Françaises et Français de l'étranger. De la suppression du délai de carence pour la Sécurité sociale à l'indexation des aides sur l'inflation, en passant par la création d'un pôle handicap dédié au sein d'une Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), l'alignement des critères de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) et la défense de la Caisse des Français de l'Étranger (CFE) : nos propositions portées au Sénat ont trouvé un large écho hors de France.

Notre travail parlementaire prouve notre capacité à transformer ces contributions en mesures concrètes. Nous resterons pleinement mobilisées pour que les propositions citoyennes se traduisent en actions réelles.

[Lire le détail de nos propositions](#)

[Lire l'article publié par Lesfrançais.press](#)



A lire aussi : ma demande de création d'une mission d'information flash sur l'enseignement français à l'étranger

DERNIÈRES ACTUALITÉS

Non à l'arrêt des trains de nuit Paris-Vienne et Paris-Berlin

Il y a quelques semaines, nous avons appris que l'arrêt définitif du trafic sur les lignes Paris-Vienne et Paris-Berlin était programmé au 14 décembre. Les gouvernements les auront donc lancé en grande pompe pour finalement, deux ans après, fermer ces lignes : **c'est une honte.**

Pour de nombreux Français et Françaises résidant en Allemagne, en Autriche, en Europe centrale ou de l'Est, les trains de nuit sont essentiels à leur mobilité et leur permettent de recourir à un moyen de transport moins émetteur de gaz à effet de serre pour rentrer en France. Leur relance était un symbole fort, notamment pour celles et ceux qui appellent de leurs vœux une véritable Europe du rail.

Refusons cette décision et mobilisons nous, parlementaires, citoyennes et citoyens des deux côtés du Rhin ou des Alpes. Rejoignez le mouvement en nous contactant, en signant la pétition ou en participant aux actions du collectif « Oui au train de nuit ».

[Tenez-vous informé·e sur les suites de la mobilisation](#)

[Notre tribune dans Le Monde](#)

Non à l'arrêt des trains de nuit Paris - Berlin et Paris - Vienne !



Les associations étouffent : j'interpelle le gouvernement

Le 29 octobre au Sénat, j'ai interpellé le ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative : aujourd'hui, le monde associatif est en train **d'étouffer**. Des milliers de structures sociales, sportives, culturelles, d'éducation populaire sont menacées, faute de financements stables. Partout, on me dit la même chose : **ça ne tient plus.**

Le gouvernement se félicite de la défiscalisation des dons, mais ça ne remplace pas les subventions publiques pluriannuelles qui permettent d'embaucher, de maintenir des services, d'ouvrir tous les jours. Couper ces moyens, c'est un choix politique.

J'ai également demandé une garantie claire : est-ce que le gouvernement va protéger la liberté associative, y compris pour les associations qui dérangent, ou les laisser être asphyxiées financièrement ?

Je continuerai à me battre pour que l'État assume ses responsabilités : sans les associations, il n'y a plus de lien social, tout simplement.

[Revoir mon intervention au Sénat](#)



Mes déplacements ... en Norvège et en Suède

📍 27 au 30 sept. | Stockholm, Suède

[Lire le compte-rendu du déplacement](#)



📍 24 au 27 sept. | Oslo, Norvège

[Lire le compte-rendu du déplacement](#)



DANS LA PRESSE

[Des propositions concrètes pour une protection sociale plus juste et plus humaine | Lesfrançais.press](#)

[Tribune : La suppression des trains de nuit pour Berlin et Vienne. « une erreur politique, un abandon écologique, et un recul stratégique » | Le Monde](#)



[Cliquez ici pour vous désinscrire](#)